

Groupe d'études Viticulture

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

22 mai 2012

Non à toute augmentation de la fiscalité sur les vins !

Les députés membres du groupe Viticulture de l'Assemblée nationale, toutes tendances politiques confondues, s'opposent vivement aux initiatives qui viseraient à appliquer une fiscalité « dite comportementale » sur le vin et à alourdir davantage la fiscalité qui pèse sur ces produits. Sous prétexte que la consommation du vin serait nocive pour la Santé, certains préconisent d'augmenter la fiscalité pour faire diminuer la consommation globale de vins.

La fiscalité "dite comportementale" en matière de consommation de vin n'a pas de sens aujourd'hui. Elle vise indistinctement toutes les consommations et ne fait pas la différence entre consommation abusive et consommation modérée, elle a aussi démontré que là où elle est appliquée, notamment dans certains pays de l'Europe du nord, elle n'a pas permis d'enrayer les phénomènes d'alcoolisation massive des jeunes.

Alors que la consommation de vin ne cesse de baisser en France, où elle a été divisée par 2 en 20 ans, l'alourdissement de la fiscalité pénaliserait un secteur qui sort à peine d'une crise profonde de la production.

Doit-on ainsi fragiliser l'un des secteurs les plus dynamiques de notre économie qui compte plusieurs centaines de milliers d'emplois et qui assure la promotion de la France en Europe et dans le monde. Le secteur viticole constitue plus d'1 milliard de recettes fiscales chaque année. Le vin est l'un des premiers produits d'exportation pour la France avec 8 milliards d'euros d'excédent commercial en 2012.

Le vin, consommé avec modération, est un bien culturel national reconnu par l'ONU et l'Europe qui structure nos territoires et que nous devons valoriser et non pointer du doigt en l'assimilant à un produit dangereux.

Nous nous opposons fermement à cette mesure qui établirait un lien néfaste entre des problèmes sanitaires et une consommation raisonnable de vin, faisant de celui-ci un produit dangereux pour la santé.

Catherine Quéré, Députée de la Charente-Maritime, Présidente, et l'ensemble des députés membres du groupe d'étude

http://www.assembleenationale.fr/qui/xml/organe.asp?id_organe=/14/tribun/xml/xml/organes/689030.xml

Contact presse : *julien Papineau 06 59 39 40 34*